

Dounia Bouzar lance un nouveau site avec le mentor des Kouachi comme conseiller.

écrit par Antiislam | 8 janvier 2017



Du Figaro, un article un peu ancien mais qui resurgit dans l'actualité à l'occasion de la parution d'un livre:

«**Repenti**», l'ancien leader de la filière des Buttes-Chaumont aide l'experte controversée à «**déradicaliser**» des jeunes tentés par le djihad.

Un amendement qui questionne étant donné le passé sulfureux du personnage.

C'est un duo improbable, censé lutter contre la radicalisation des apprentis djihadistes français.

Comme le révèle Libération dans une enquête consacrée au sujet, l'ex-mentor des Kouachi, Farid Benyattou collabore désormais au Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI), la structure de Dounia Bouzar qui lutte contre la radicalisation.

Le binôme va même sortir en janvier un livre à quatre mains, intitulé *Mon djihad, itinéraire d'un repent*, racontant le parcours du chef de la filière djihadiste des Buttes-Chaumont.

En 2008, Farid Benyettou a été condamné à 6 ans de prison pour terrorisme, son nom apparaissant dans cette filière djihadiste qui, en 2004 et 2005, proposait des départs pour combattre les troupes américaines en Irak.

L'«émir» prêchait le wahhabisme dans le XIXème arrondissement parisien, et a eu pour «élèves» les frères Kouachi, les deux assassins de Charlie Hebdo.

Il a purgé sa peine et affirme s'être dé-radicalisé en prison.

Sorti en 2011, il suivi une formation d'infirmier à l'hôpital La Salpêtrière.

En janvier 2015, son stage avait été interrompu, alors que les victimes de l'attaque de Charlie Hebdo allaient se faire soigner dans les urgences où il travaillait.

A l'époque, l'homme clame dans les médias qu'il «est Charlie» et condamne les attentats.

Diplômé en mars 2015, il n'a pas trouvé d'emploi dans l'hôpital public vu son casier judiciaire embarrassant.

Mais Dounia Bouzar lui a offert un CDD dans sa structure.

L'experte en déradicalisation dont l'association a été inondée de subventions publiques à hauteur de 600.000 euros est vivement critiquée pour ses méthodes controversées et ses résultats invérifiables.

C'est à partir d'un de ses rapports, fondé sur un échantillon de 160 familles, que l'idée selon laquelle les jeunes se radicaliseraient via internet s'est imposée dans le débat public. Farid Benyettou est pourtant le contre-exemple absolu, lui qui a converti au djihad par la prédication de rue.

Deuxième «thèse» de Dounia Bouzar: l'idée que la radicalisation djihadiste est le fruit d'une «dérive sectaire» qui n'a rien à voir avec l'islam.

Là encore, Benyettou, prédicateur islamiste féru de théologie, ne correspond pas à cette définition.

Des doutes sur la sincérité de son amendement

«Il faut laisser un espace aux repentis, sinon ils en crèvent» se justifie Bouzar dans Libération.

D'après elle, Benyettou a sauvé «une trentaine» de jeunes de la radicalisation. Des résultats invérifiables.

L'utilisation de repentis dans la contre-propagande antiterroriste n'est pas nouvelle: elle a notamment été mise en œuvre aux États-Unis après le 11 septembre et récemment par l'Union européenne.

Les sénateurs de la commission d'enquête sur les filières djihadistes proposaient en avril 2015 de «s'appuyer sur la parole d'anciens djihadistes ou extrémistes repentis» pour dissuader les candidats au djihad.

Mais la sincérité de l'amendement de Benyettou questionne.

Il avait rencontré Chérif Kouachi trois fois deux mois avant l'attaque du 7 janvier.

Pourrait-il pratiquer la taqya, cette technique islamiste consistant à dissimuler sa radicalité?

Dounia Bouzar affirme avoir «discuté avec Farid pendant six mois avant de lui faire confiance».

Mais un autre expert évoque «une littérature dans laquelle les organisations terroristes conseillent à leurs recrues de passer pour des repentis pour refrapper ensuite».

Selon Libération, le ministère de l'Intérieur est très hostile à cette collaboration.

Quoiqu'il en soit, ce couple rocambolesque ne travaillera pas à la lutte officielle contre la déradicalisation.

En effet, en février 2016, Dounia Bouzar a rompu soudainement son contrat avec l'État qui datait d'avril 2015.

Bouzar, sans doute avec l'argent du contribuable qu'elle a drainé a fondé, donc, un nouveau site :

<http://www.cpdsi.fr/a-propos/>

Une question : quand les musulmans cesseront-ils de se foutre de notre g*** ?